



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 juillet 2024  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-dix-neuvième session

Point 71 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### **Promotion et protection des droits humains :**

**questions relatives aux droits humains, y compris les  
divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des  
droits humains et des libertés fondamentales**

## **Participation et inclusion des personnes handicapées dans le cadre des processus d'examen et de suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

### **Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport établi en application de la résolution [53/14](#) du Conseil des droits de l'homme par la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Heba Hagrass.

---

\* [A/79/150](#).



## Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Heba Hagrass

### *Résumé*

Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution 53/14 du Conseil des droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Heba Hagrass, examine la manière dont les personnes handicapées ont été consultées et mises à contribution dans les processus d'examen et de suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La participation véritable constitue un impératif au regard des droits humains selon la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les objectifs de développement durable pourraient servir de catalyseur à l'application concrète de la Convention, mais, à six ans de l'échéance de 2030, les progrès sont lents et les personnes handicapées sont laissées pour compte. Il est donc essentiel de veiller à ce que leurs voix soient entendues pour respecter l'engagement qui a été pris de ne laisser personne de côté et pour concevoir et réviser les politiques et les mesures susceptibles d'accélérer efficacement la réalisation du Programme 2030. Il est d'autant plus important de mettre en place des processus d'examen et de suivi robustes et inclusifs que les discussions qui orienteront la coopération internationale future et le programme pour l'après-2030 auront lieu au cours des prochaines années.

La Rapporteuse spéciale recense, aux niveaux national, régional et international, différents points d'entrée qui permettent aux personnes handicapées et aux organisations qui les représentent de partager leur vécu et de parler des difficultés et des obstacles auxquels elles se heurtent lorsqu'il s'agit de bénéficier efficacement du développement durable. Il existe de nombreux espaces de consultation et de participation, mais ils n'intègrent pas toujours les personnes handicapées ou ne leur sont pas toujours accessibles. Le rapport évoque certains des principaux obstacles qui entravent la participation véritable, sur la base des contributions reçues de différentes parties prenantes, ainsi que des conclusions et des recommandations sur les moyens permettant de les surmonter.

## I. Introduction

1. La Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Heba Hagrass, présente son premier rapport à l'Assemblée générale depuis sa prise de fonctions en novembre 2023. Dans son premier rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/55/56), présenté en mars 2024, elle a dressé un bilan des réalisations accomplies par les titulaires du mandat pendant ses 10 premières années d'existence et exposé ses priorités thématiques et sa vision du mandat, qui est de « créer des liens pour faire progresser la réalisation des droits ». Elle s'est dite particulièrement déterminée à promouvoir les droits des personnes handicapées à différents niveaux, notamment dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

2. L'accent mis sur la participation et l'inclusion des personnes handicapées dans le cadre des processus d'examen et de suivi de la mise en œuvre du Programme 2030 intervient dans un contexte où seulement 17 % des objectifs de développement durable sont en voie d'être réalisés<sup>1</sup>. Les inégalités croissantes, l'escalade des conflits, l'expansion de la crise climatique et les effets persistants de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) freinent la réalisation des objectifs et touchent de manière disproportionnée les personnes handicapées. Le Programme 2030 offre des moyens concrets de réaliser la transformation envisagée dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Près de 20 ans après son adoption, et alors qu'il ne reste que six ans avant 2030, il est plus urgent que jamais de tenir compte des voix et du vécu des personnes handicapées pour apporter des changements concrets dans leur vie et garantir le plein exercice de leurs droits humains.

3. Alors que les États s'engagent dans des processus visant à rendre la coopération internationale plus efficace pour améliorer le présent et préserver l'avenir, il est crucial de veiller à ce que les personnes handicapées ne soient pas laissées pour compte. Cela est d'autant plus important que les discussions sur le programme de développement pour l'après 2030 débiteront dans les années à venir. Si nous n'agissons pas, les inégalités et l'exclusion pourraient devenir insurmontables pour les générations suivantes. Depuis son entrée en fonction, la Rapporteuse spéciale a suivi avec un vif intérêt les préparatifs du Sommet de l'avenir de 2024 et l'élaboration de son document final, intitulé « Un Pacte pour l'avenir ». Elle a plaidé en faveur de l'inclusion dans le Pacte des questions relatives aux droits des personnes handicapées et abordé le sujet avec diverses parties prenantes, en particulier dans le cadre des voyages qu'elle a faits à New York pour assister à la soixante-deuxième session de la Commission du développement social, en février 2024, et à la dix-septième session de la Conférence des États parties à la Convention, qui a eu lieu en juin.

4. Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale cherche donc à examiner comment les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ont été associées au suivi et à l'examen du Programme 2030. La Convention impose en effet de garantir la participation véritable des personnes handicapées à toutes les actions qui les concernent, et il s'agit d'une condition préalable à l'efficacité des efforts de lutte contre les inégalités et la discrimination. La Rapporteuse spéciale décrit d'abord les liens entre la Convention et le Programme 2030 et la manière dont il a été tenu compte des personnes handicapées dans les objectifs de développement durable. Elle examine ensuite les pratiques existantes s'agissant de l'implication de ces personnes dans les examens menés aux niveaux national, régional et international, ainsi que dans d'autres processus connexes, puis aborde les obstacles qui entravent leur participation effective. Enfin, la Rapporteuse spéciale tire des conclusions et formule à l'intention

<sup>1</sup> Voir <https://unstats.un.org/sdgs/report/2024/> (en anglais).

des États et des autres parties prenantes des recommandations sur les moyens permettant de renforcer la participation véritable.

5. Pour établir son rapport, la Rapporteuse spéciale a lancé un appel à contributions : elle a reçu 36 réponses<sup>2</sup> de la part d'États, d'organisations de personnes handicapées et d'autres parties prenantes. Elle remercie tous ceux et celles qui ont contribué et partagé avec elle des informations précieuses. L'établissement du rapport a également exigé des recherches documentaires approfondies ainsi que l'examen de documents.

## **II. La relation à double sens entre les droits des personnes handicapées et le développement durable**

6. La Convention et le Programme 2030 partagent les mêmes objectifs en faveur des personnes handicapées et se renforcent mutuellement. Le Programme 2030 vise à entraîner des transformations profondes et ambitieuses dans le monde et cible en priorité les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées. Dans le même temps, le développement durable ne peut tenir compte du handicap que s'il respecte les principes et les normes de la Convention.

### **A. Liens entre la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Programme de développement durable à l'horizon 2030**

7. Le Programme 2030 est guidé par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et fondé, entre autres, sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux relatifs aux droits humains. Il est donc intrinsèquement lié à la Convention, et les États parties à celle-ci doivent veiller à ce que toutes les politiques et stratégies élaborées pour appliquer le Programme 2030 tiennent compte du handicap et soient conformes à la Convention.

8. Les 17 objectifs de développement durable ainsi que leurs cibles donnent un aperçu général de ce qui doit être fait pour les personnes handicapées, mais aucune orientation spécifique n'est fournie sur la façon de garantir l'intégration du handicap dans l'ensemble. La Convention fournit un cadre d'orientation pour l'élaboration des politiques et programmes visant à mettre en œuvre les objectifs et permet de veiller à ce que les inégalités et l'exclusion dont sont victimes les personnes handicapées ne se perpétuent pas.

9. Plusieurs articles de la Convention sont transversaux et devraient donc être pris en compte lors de la mise en œuvre des objectifs qui figurent dans le Programme 2030, notamment l'article 5 sur l'égalité et la non-discrimination et l'article 12 sur la reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité ; les articles 6 et 7, qui font référence aux femmes et aux enfants handicapés et à la discrimination intersectionnelle à laquelle ils se heurtent, ainsi qu'aux considérations spécifiques dont ils devraient faire l'objet ; l'article 8, qui porte sur l'obligation de sensibiliser à la situation des personnes handicapées et de promouvoir le respect de leurs droits et de leur dignité. De même, l'article 9, qui porte sur l'accessibilité, doit toujours être pris en compte dans les mesures prises pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable.

10. Fait important, la Convention fournit un cadre relatif aux droits humains lorsqu'il s'agit de faire participer et d'associer les personnes handicapées à la mise

<sup>2</sup> Les contributions reçues peuvent être consultées à l'adresse suivante : [www.ohchr.org/en/calls-for-input/2024/call-inputs-reaching-furthest-left-behind-participation-persons-disabilities](https://www.ohchr.org/en/calls-for-input/2024/call-inputs-reaching-furthest-left-behind-participation-persons-disabilities) (en anglais).

en œuvre, au suivi et à l'examen du Programme 2030 (articles 4.3 et 33.3). Dans son observation générale n° 7 (2018) sur la participation des personnes handicapées, y compris des enfants handicapés, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, à la mise en œuvre de la Convention et au suivi de son application, le Comité des droits des personnes handicapées a confirmé que la participation effective et véritable des personnes handicapées, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, était au cœur de la Convention. L'observation générale fait spécifiquement référence au Programme 2030. Elle indique que les États parties devraient renforcer la participation des organisations de personnes handicapées au forum politique de haut niveau pour le développement durable et associer activement et consulter étroitement les personnes handicapées, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, pour ce qui est du suivi et de la mise en œuvre des objectifs de développement durable au niveau national.

11. Des liens spécifiques peuvent également être observés entre la Convention et de nombreux objectifs de développement durable. Par exemple, la réalisation des objectifs 1 et 2, qui visent à éliminer la pauvreté et la faim, exige que les États parties tiennent compte de l'article 28 de la Convention, qui porte sur un niveau de vie adéquat et la protection sociale. La protection sociale est un élément clé qui permet aux personnes handicapées de mener une vie digne et indépendante tout en réduisant et en prévenant la pauvreté. De même, l'article 25 est essentiel à la réalisation de l'objectif 3 relatif à la santé et au bien-être, car il impose aux États l'obligation de prendre les mesures appropriées pour garantir l'accès des personnes handicapées à des services de santé, sans discrimination. L'objectif 4 requiert la mise en place de systèmes éducatifs inclusifs à tous les niveaux et peut être associé à l'article 24 de la Convention. L'objectif 8, qui porte sur la croissance économique partagée et durable, notamment par l'emploi et la garantie d'un travail décent pour tous, peut facilement être associé à l'article 27 de la Convention.

12. La collecte de données joue un rôle essentiel dans le suivi des objectifs de développement durable, comme l'indique la cible 17.18, qui met l'accent sur le renforcement des capacités des pays, l'objectif étant d'accroître considérablement la disponibilité de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par handicap et selon d'autres caractéristiques. De même, l'article 31 de la Convention oblige les États à collecter des données ventilées par handicap qui leur permettent de formuler et de concevoir des politiques visant à donner effet à la Convention.

13. En outre, conformément à l'article 32 de la Convention, les personnes handicapées doivent pouvoir bénéficier des efforts de coopération internationale en matière de développement dans des conditions d'égalité avec les autres. Les obstacles structurels doivent donc être surmontés afin que ces personnes puissent participer aux activités de coopération internationale et en tirer profit<sup>3</sup>.

14. Des orientations précieuses ont été élaborées pour donner un aperçu concret des liens qui existent entre la Convention et les objectifs de développement durable de façon à appuyer la mise en œuvre et le suivi du Programme 2030 en accordant une place importante aux droits des personnes handicapées. Il convient de noter en particulier le dossier d'information publié en 2020 par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui contient des lignes directrices et des outils concrets pour aider les décideurs politiques à élaborer des lois, des politiques et des programmes en vue d'atteindre les objectifs de développement durable en s'appuyant sur les dispositions de la Convention<sup>4</sup>. Il comprend également des vidéos et du matériel de formation qui facilitent le renforcement des capacités dans ce domaine,

<sup>3</sup> Voir A/75/186, par. 22.

<sup>4</sup> Voir [www.ohchr.org/en/disabilities/sdg-crpd-resource-package](http://www.ohchr.org/en/disabilities/sdg-crpd-resource-package) (en anglais).

ainsi que des indicateurs relatifs aux droits humains permettant de suivre l'application de la Convention et de contribuer simultanément au suivi des objectifs de développement durable.

### **Mise en œuvre du Programme 2030 pour les personnes handicapées**

15. L'adoption du Programme 2030 a marqué un tournant en ce qui concerne l'inclusion du handicap dans les politiques mondiales de développement. Pour respecter l'engagement qui consiste à ne laisser personne de côté, il convient d'appliquer et d'intégrer dans la mise en œuvre du Programme 2030 une approche qui tient compte des droits des personnes handicapées. Contrairement aux objectifs du Millénaire pour le développement, certains des objectifs énoncés dans le Programme 2030 mentionnent explicitement les personnes handicapées : il s'agit de ceux qui portent sur l'éducation équitable, inclusive et de qualité ; la croissance économique soutenue, partagée et durable ; le plein emploi productif et le travail décent pour tous ; la réduction des inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ; le développement de villes et d'établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ; le renforcement des moyens de mise en œuvre du Partenariat mondial pour le développement durable et la revitalisation de celui-ci (en ce qui concerne les données, le suivi et l'application du principe de responsabilité). Il est également tenu compte des personnes handicapées dans 7 des 169 cibles et 10 des 231 indicateurs. Il convient ainsi d'adopter une approche à deux volets concernant l'inclusion du handicap dans la mise en œuvre du Programme 2030 en tenant compte de cette question pour l'ensemble des objectifs de développement durable et en menant simultanément une action spécifique axée sur le handicap.

16. Le rapport sur le handicap et le développement de 2018<sup>5</sup> a mis en lumière les nombreux obstacles qui entravent la pleine inclusion des personnes handicapées et leur participation à la vie de leur communauté et constaté qu'elles n'étaient pas suffisamment associées à la mise en œuvre des objectifs de développement durable et à son suivi et son évaluation. Le rapport dresse un tableau complet de l'exclusion et des inégalités qui persistent dans les différentes sphères couvertes par les objectifs et souligne l'importance de tenir compte des questions relatives au handicap dans la mise en œuvre du Programme 2030.

17. Le rapport sur le handicap et le développement<sup>6</sup> publié en 2024, soit six ans plus tard, indique que les personnes handicapées sont laissées de côté et que la mise en œuvre doit s'accélérer considérablement dans de nombreux domaines pour que les objectifs de développement durable qui les concernent soient atteints. Les progrès ont été encore entravés par les effets de la pandémie de COVID-19, qui a frappé de plein fouet les personnes handicapées, notamment en termes d'emploi, d'éducation et d'accès aux services, à l'assistance et aux technologies.

18. Le rapport de 2024 indique que seuls cinq des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable concernant les personnes handicapées ont enregistré des progrès suffisants pour leur permettre d'atteindre les cibles associées d'ici à 2030. Les progrès accomplis au regard de 30 % des cibles sont insuffisants ; pour 14 %, ils stagnent ou ils reculent ou la cible ne sera pas atteinte. Des écarts importants persistent entre les personnes handicapées et les autres, notamment pour ce qui a trait à l'insécurité alimentaire, à la santé, à l'accès à l'énergie et aux technologies de l'information et des communications, à la pauvreté et à l'emploi. Ces écarts sont plus importants pour les femmes handicapées, les autochtones handicapés, les personnes

<sup>5</sup> Voir <https://social.desa.un.org/publications/un-flagship-report-on-disability-and-development-2018> (en anglais).

<sup>6</sup> Voir <https://social.desa.un.org/publications/un-flagship-report-on-disability-and-development-2024> (seul le résumé anglais était disponible au moment de la rédaction du présent document).

ayant un handicap intellectuel ou psychosocial et les personnes handicapées vivant dans les zones rurales. Seuls quelques domaines ont enregistré des progrès, par exemple en termes de lois et de politiques protégeant le droit à l'éducation des personnes handicapées, qui existent désormais dans 87 % des pays.

19. Pour illustrer ces écarts, signalons que les personnes handicapées continuent d'être plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, et que les progrès en matière de couverture des pensions d'invalidité ont été lents. L'insécurité alimentaire touche 55 % des personnes handicapées dans les pays en développement, et les enfants handicapés sont plus enclins à présenter des signes de malnutrition. Par rapport à d'autres, les personnes handicapées sont beaucoup plus susceptibles de ne pas avoir accès aux soins de santé lorsqu'elles en ont besoin, l'une des raisons étant l'inaccessibilité des établissements de santé. Dans de nombreux pays, les personnes handicapées ont moins facilement accès à l'eau potable et aux installations sanitaires et d'hygiène dont elles ont besoin.

20. Seulement 27 % des personnes handicapées ont un emploi, et les jeunes handicapés sont deux fois plus susceptibles que les autres d'être déscolarisés et sans emploi ni formation. Il reste difficile de garantir l'inclusion numérique et l'accessibilité. Dans de nombreux pays, les personnes handicapées continuent d'être privées de leur capacité juridique et se heurtent à des obstacles persistants dans l'accès à la justice. Tous ces exemples se rapportent à des droits importants consacrés par la Convention qui revêtent une importance fondamentale lorsqu'il s'agit de permettre aux personnes handicapées de vivre dans la dignité, d'exercer un contrôle sur leur vie quotidienne et d'avoir une place dans leur communauté. De toute évidence, la réalisation des objectifs de développement durable pour les personnes handicapées est très mal engagée, et la persistance des inégalités et des discriminations continue de porter atteinte aux droits humains de ces personnes.

### **III. Participation des personnes handicapées aux mécanismes d'examen et de suivi du Programme 2030**

21. Dans le cadre du Programme 2030, les États se sont engagés à mettre en place un cadre de suivi et d'examen solide, volontaire, efficace, participatif, transparent et intégré aux niveaux national, régional et mondial. Les processus de suivi et d'examen visent à suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable et des cibles associées et à recenser les solutions et les meilleures pratiques sur la base de preuves et de données ventilées en fonction de plusieurs caractéristiques, y compris le handicap. Pour respecter l'engagement qui a été pris de faire en sorte que ces processus aient, pour tous, un caractère ouvert, non sélectif, participatif et transparent, les personnes handicapées devraient être associées aux mécanismes d'examen et de suivi aux niveaux national, régional et mondial.

22. La participation et l'inclusion des personnes handicapées sont des conditions essentielles à l'application du principe qui consiste à ne laisser personne de côté, l'idée étant que le vécu de ces personnes et les difficultés qu'elles rencontrent soient reflétés et intégrés au moment d'évaluer la mise en œuvre des objectifs de développement durable ainsi que dans les efforts connexes visant à appuyer et à accélérer la mise en œuvre. Par ailleurs, comme il a été dit plus haut, la participation des personnes handicapées n'est pas seulement un élément qu'il est judicieux de considérer au moment d'élaborer des politiques et des programmes, c'est aussi un impératif au regard des droits humains.



## A. Processus nationaux d'examen et de suivi

23. La mise en œuvre du Programme 2030 ne peut réussir que grâce aux politiques, aux stratégies et aux programmes menés par les pays, l'appropriation nationale constituant un principe clé de la réalisation des objectifs de développement durable. L'examen et le suivi de la mise en œuvre au niveau national constituent le point de départ qui permet de mesurer efficacement les progrès accomplis, de recenser les écarts existants et de garantir l'application du principe de responsabilité.

### Mécanismes de décision, de coordination et d'examen

24. Depuis l'adoption du Programme 2030, les États ont mis au point différents moyens leur permettant d'aligner leurs politiques, plans et processus d'examen et de mettre en œuvre les objectifs de développement durable. Ces moyens, qui se sont développés et complexifiés au fil des ans, varient considérablement d'un pays à l'autre. Ils offrent une multitude de points d'entrée à la société civile et aux autres acteurs qui souhaitent s'engager et participer aux processus nationaux d'examen et de suivi des objectifs de développement durable<sup>7</sup>. Pour que toutes les voix soient entendues, en particulier celles des personnes les plus marginalisées, les politiques et stratégies nationales et les mécanismes de coordination et d'examen correspondants doivent inclure les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ; or il semble que l'inclusion de ces personnes et organisations dans ces mécanismes ne soit pas systématique. On trouve cependant dans les informations communiquées à la Rapporteuse spéciale quelques exemples positifs qui peuvent servir à inspirer de bonnes pratiques à d'autres.

25. De nombreux États ont pris des mesures pour aligner sur les objectifs de développement durable les stratégies et plans nationaux de développement existants ou nouveaux. D'autres ont élaboré des politiques, stratégies ou plans d'action spécifiques à ces objectifs. D'une manière ou d'une autre, les personnes handicapées devraient être associées aux consultations visant à élaborer, réviser et contrôler les politiques et stratégies nationales en matière de développement durable. Certaines contributions reçues montrent qu'elles l'ont été. Des synergies peuvent également être créées entre les politiques et stratégies nationales relatives au développement durable et celles qui concernent les droits des personnes handicapées, lorsqu'elles existent. À titre d'exemple, l'Équateur a fait état de l'alignement sur son plan national de développement de son programme national pour l'égalité des personnes handicapées pour la période 2021-2025, établi en consultation avec des organisations de personnes handicapées<sup>8</sup>.

26. Conformément au Programme 2030, les États se sont engagés à élaborer des indicateurs nationaux pour compléter le cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Cependant, contrairement aux indicateurs mondiaux, qui font expressément référence aux personnes handicapées, certains indicateurs nationaux omettent d'inclure ces personnes. Il en découle un manque de données ventilées par handicap. Là encore, la participation des personnes handicapées à l'élaboration et à la révision des indicateurs nationaux est primordiale si l'on souhaite s'assurer qu'elles ne restent pas invisibles aux yeux des décideurs politiques.

27. En ce qui concerne les organes consultatifs visant à officialiser la participation de la société civile et d'autres parties prenantes, en Espagne, par exemple, on a créé un conseil du développement durable qui fonctionne comme un organe de consultation et de sensibilisation à l'appui de la mise en œuvre des objectifs de

<sup>7</sup> Voir [www.un.org/en/desa/world-public-sector-report](http://www.un.org/en/desa/world-public-sector-report) (en anglais).

<sup>8</sup> Voir la contribution de l'Équateur.



développement durable et qui est formé de 50 membres. Le comité de représentants des personnes handicapées qui en fait partie, composé de représentants de la société civile, des milieux d'affaires et des universités, entre autres, a établi un rapport sur les contenus en matière de handicap et d'accessibilité du rapport de 2023 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable pour 2030<sup>9</sup>.

28. Les rapports réguliers sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable sont de plus en plus souvent établis au niveau national et peuvent prendre diverses formes. La société civile et les organisations de personnes handicapées ont contribué à l'établissement de ces rapports, certes, mais elles ont aussi pris l'initiative de publier des études et des rapports parallèles afin de mettre en évidence les lacunes et les réussites dans la mise en œuvre des objectifs et d'offrir des perspectives précieuses au niveau local. Les organisations de personnes handicapées et la société civile peuvent également apporter une expertise et des contacts utiles pour sensibiliser leurs membres aux objectifs de développement durable et aux processus nationaux connexes. À titre d'exemple, des organisations de personnes handicapées argentines ont préparé des rapports parallèles dans des formats accessibles contenant des analyses des différentes cibles associées aux objectifs de développement durable<sup>10</sup>.

29. Les collectivités infranationales et locales sont de plus en plus impliquées dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable, notamment par la création à leur niveau de mécanismes de coordination et d'établissement de rapports. Certaines informations communiquées à la Rapporteuse spéciale montrent que les personnes handicapées ont été prises en compte dans les examens locaux volontaires, par exemple dans les consultations provinciales menées par le Gouvernement zimbabwéen<sup>11</sup>.

### **Examens nationaux volontaires**

30. En termes d'examen et de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable au niveau national, ce sont les examens nationaux volontaires qui, de loin, ont reçu le plus d'attention et affiché le plus de progrès. Ces examens menés par les pays permettent aux États qui les présentent à la communauté internationale lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable de partager leurs expériences. En 2023, 189 États et une organisation régionale (l'Union européenne) avaient présenté des examens, et beaucoup d'entre eux en avaient déjà présenté deux<sup>12</sup>. Le processus d'examen national volontaire a galvanisé le développement d'écosystèmes nationaux autour du suivi et de l'examen des objectifs qui vont souvent bien au-delà de la présentation officielle du rapport aux Nations Unies et ouvrent des possibilités de participation systématique de la société civile qui varient cependant d'un pays à l'autre<sup>13</sup>.

31. La plupart des examens nationaux volontaires font expressément mention des personnes handicapées, bien qu'à des degrés divers. Les personnes handicapées sont régulièrement considérées comme faisant partie des groupes qui risquent d'être laissés pour compte, et de nombreux rapports décrivent des mesures juridiques et des mesures de politique générale visant à lutter contre les inégalités et l'exclusion. Ces informations sont précieuses, mais, en règle générale, les rapports sont

<sup>9</sup> Voir la contribution de l'Espagne.

<sup>10</sup> Voir la contribution de l'International Disability Alliance et [www.faica.org.ar/documentos/documentos-y-publicaciones-de-faica/informe-alternativo-argentina-2022.pdf](http://www.faica.org.ar/documentos/documentos-y-publicaciones-de-faica/informe-alternativo-argentina-2022.pdf) (en espagnol).

<sup>11</sup> Voir la contribution de Sightsavers et [www.uneca.org/sites/default/files/TCND/voluntary-local-reviews-africa/Victoria-Falls-VLR.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/TCND/voluntary-local-reviews-africa/Victoria-Falls-VLR.pdf) (en anglais).

<sup>12</sup> Voir [https://hlpf.un.org/sites/default/files/2023-12/2023\\_VNR\\_Synthesis\\_Report.pdf](https://hlpf.un.org/sites/default/files/2023-12/2023_VNR_Synthesis_Report.pdf) (en anglais).

<sup>13</sup> Voir [www.un.org/en/desa/world-public-sector-report](http://www.un.org/en/desa/world-public-sector-report) (en anglais).

essentiellement descriptifs et ne proposent qu'une évaluation limitée de l'incidence concrète sur les personnes handicapées. La plupart des rapports propres au handicap tournent autour de questions clés bien connues, comme les lois et politiques antidiscriminatoires et les modalités institutionnelles connexes ; la sécurité sociale ; l'emploi ; l'éducation, la santé ; l'accessibilité de l'environnement physique, y compris les transports ; les données ventilées par handicap. Ces thèmes font largement écho aux objectifs de développement durable qui ciblent spécifiquement les personnes handicapées, mais les informations concernant l'inclusion du handicap dans l'application des autres objectifs sont plus difficiles à trouver.

32. Les États ont été de plus en plus nombreux à entreprendre des travaux consultatifs préparatoires dans le cadre de l'élaboration des examens nationaux volontaires. Ils ont notamment eu recours à des instances multipartites, des consultations menées par la société civile, des appels à contribution, des projets d'examen, des mécanismes de validation des informations et des données et la présentation de rapports parallèles par la société civile. Les parties prenantes de certains pays se voient donc offrir une multitude d'occasions de participer et de contribuer.

33. La Rapporteuse spéciale a reçu des exemples de situations dans lesquelles l'inclusion du handicap dans les processus d'examen national volontaire met en évidence le rôle positif de la société civile et des organisations de personnes handicapées lorsqu'il s'agit de faciliter la sensibilisation, de collecter des informations et de proposer des solutions. Au Kenya, l'organisation-cadre de personnes handicapées participe activement au « SDGs Kenya Forum », une plateforme de la société civile qui coprécide le comité de travail technique mis en place par le Gouvernement pour garantir la participation de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. À ce titre, l'organisation a contribué au rapport de la société civile annexé à l'examen national volontaire présenté par le Kenya en 2024 après avoir consulté des organisations de personnes handicapées aux niveaux local et régional, recensé les progrès réalisés et les lacunes existantes et formulé des recommandations pour y remédier<sup>14</sup>.

34. Idéalement, les rapports issus des examens nationaux volontaires devraient décrire les processus de consultation multipartites mis en œuvre et indiquer s'ils font participer des personnes handicapées. Or seulement 9 des 37 rapports établis en 2024 identifient spécifiquement les personnes handicapées comme faisant partie des parties prenantes consultées dans le cadre du processus d'examen, le plus souvent sans fournir de détails sur la manière dont ces consultations ont été menées<sup>15</sup>. Les informations soumises à la Rapporteuse spéciale indiquent également que les personnes handicapées sont souvent exclues des consultations relatives au processus d'examen<sup>16</sup>.

35. Les lignes directrices existantes sur la préparation des examens nationaux volontaires soulignent la nécessité de recourir à des processus d'examen et de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable qui sont inclusifs et participatifs, conformément aux principes fondateurs du Programme 2030. Le Département des affaires économiques et sociales publie un manuel de préparation des examens nationaux volontaires, qu'il met à jour régulièrement, dans lequel on trouve des exemples et des suggestions concernant la collaboration multipartite et le reflet des opinions des groupes marginalisés<sup>17</sup>. Dans ses lignes directrices communes

<sup>14</sup> Voir la contribution de Light for the World. Le rapport présenté par la société civile peut être consulté à l'adresse suivante : <https://sdgkenyaforum.org/vnr-2024> (en anglais).

<sup>15</sup> Voir <https://hlpf.un.org/countries> (en anglais).

<sup>16</sup> Voir la contribution de l'International Disability Alliance.

<sup>17</sup> Voir <https://hlpf.un.org/sites/default/files/2024-01/VNR%20Handbook%202024%20EN.pdf> (en anglais).

en matière de production de rapports issus des examens nationaux volontaires, le Secrétaire général recommande d'inclure dans les examens des informations sur la participation des parties prenantes, en particulier celle de groupes précis comme les personnes handicapées<sup>18</sup>. La note d'orientation sur l'approche commune opérationnelle relative aux droits humains et aux examens nationaux volontaires souligne en outre que la participation active des parties prenantes est l'outil le plus efficace pour réaliser la transformation sociale et développementale envisagée dans le Programme 2030<sup>19</sup>. L'ONU organise également des ateliers mondiaux et régionaux pour aider les États à établir les examens nationaux volontaires qu'ils présenteront. L'idée est d'offrir un espace propice au partage de connaissances et à l'apprentissage par les pairs en vue notamment d'assurer la participation véritable des personnes handicapées.

### **Appui de l'ONU à l'intégration de la question du handicap dans les processus menés au niveau national**

36. Le système des Nations Unies a un rôle crucial à jouer pour ce qui est d'appuyer les États dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les efforts visant à renforcer les capacités en matière d'inclusion du handicap se sont intensifiés ces dernières années, et plusieurs stratégies et orientations ont été adoptées pour faire progresser l'inclusion des personnes handicapées et leur participation véritable aux consultations et à la conception d'outils de développement durable.

37. Dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap adoptée en 2019, le système des Nations Unies s'est engagé à améliorer ses performances à cet égard, l'un des objectifs déclarés étant d'aider les États à mettre en œuvre le Programme 2030 et à appliquer la Convention. La mise en œuvre de la Stratégie permet de renforcer progressivement la capacité des entités des Nations Unies au niveau des pays à garantir l'inclusion du handicap, ce qui implique de consulter les personnes handicapées et les organisations qui les représentent. Les 131 équipes de pays des Nations Unies jouent un rôle essentiel à cet égard en rendant compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie. Il est par ailleurs impératif de redoubler d'efforts pour améliorer les résultats relatifs aux indicateurs de la Stratégie qui ne sont pas encore atteints (72 %)<sup>20</sup>.

38. La mise en œuvre de la Stratégie, dont l'un des éléments clés est la participation, a permis de faire en sorte que les organisations de personnes handicapées soient plus souvent et plus systématiquement consultées, y compris au niveau national. Cela dit, il reste encore beaucoup à faire pour élargir la portée des consultations au-delà des questions spécifiques au handicap et faire participer les personnes handicapées, dans toute leur diversité, à tous les aspects de la Stratégie<sup>21</sup>. Les directives à l'échelle du système sur la consultation des personnes handicapées publiées en 2021 fournissent des orientations à cet égard et visent à systématiser les méthodes de l'Organisation en matière de consultation par une approche du handicap fondée sur les droits humains<sup>22</sup>.

39. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable représente le principal instrument de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des activités entreprises par l'ONU à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national. Ne laisser personne de côté est un principe

<sup>18</sup> Voir [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/27171SG\\_Guidelines\\_2021.final.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/27171SG_Guidelines_2021.final.pdf) (en anglais).

<sup>19</sup> Voir [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-09/human\\_rights\\_and\\_voluntary\\_national\\_reviews\\_guidance\\_note\\_fr\\_1.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-09/human_rights_and_voluntary_national_reviews_guidance_note_fr_1.pdf).

<sup>20</sup> Voir <https://www.un.org/en/ga/third/78/docs/281/FRA.pdf>.

<sup>21</sup> Ibid., p. 5.

<sup>22</sup> Voir [www.un.org/sites/un2.un.org/files/un\\_disability-inclusive\\_consultation\\_guidelines.pdf](http://www.un.org/sites/un2.un.org/files/un_disability-inclusive_consultation_guidelines.pdf) (en anglais).

directeur du Plan-cadre qui vise à « assurer la participation libre, active et véritable de toutes les parties prenantes, en particulier les plus marginalisées<sup>23</sup> ».

40. Conformément au Plan-cadre, les équipes de pays des Nations Unies examinent les progrès accomplis et recensent les lacunes à combler et les possibilités à exploiter en matière de développement durable au niveau national, ce qui permet ensuite de déterminer les priorités des programmes de façon à appuyer la réalisation du Programme 2030. L'établissement des analyses communes de pays qui résultent de cet examen exige de mener des consultations avec la société civile et les groupes vulnérables. Les informations obtenues permettent d'élaborer les plans-cadres de coopération au niveau national qui sont convenus entre l'Organisation et les gouvernements et qui décrivent les contributions apportées dans le pays par le système des Nations Unies pour le développement.

41. Les analyses communes de pays et les plans-cadres de coopération représentent donc des outils importants lorsqu'il s'agit de renforcer la participation des personnes handicapées à la réalisation des objectifs de développement durable et à l'examen des politiques et stratégies nationales correspondantes. Certaines équipes de pays des Nations Unies ont fait participer des organisations de personnes handicapées à l'action menée dans ce domaine, et d'autres ont mis en place des groupes consultatifs de personnes handicapées qui englobent un large éventail d'organisations représentant ces dernières. Dans l'ensemble, toutefois, des consultations plus systématiques et plus structurées qui intègrent les groupes marginalisés de personnes handicapées doivent être organisées<sup>24</sup>. Les équipes de pays des Nations Unies participent aussi de plus en plus à l'établissement des examens nationaux volontaires et guident le processus dans de nombreux pays<sup>25</sup>, offrant ainsi une autre occasion d'assurer la participation véritable des personnes handicapées et des organisations qui les représentent.

42. En outre, le Bureau de la coordination des activités de développement, qui a pour mandat de mobiliser les moyens dont dispose l'Organisation pour appuyer les efforts nationaux en faveur du développement durable, s'est engagé à faire en sorte que les personnes handicapées soient prises en compte dans les travaux réalisés par le système des Nations Unies pour le développement en adoptant une stratégie d'inclusion du handicap pour la période 2022-2025<sup>26</sup>. Cette stratégie utilise les indicateurs qui figurent dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et reconnaît donc l'importance de veiller à ce que les personnes handicapées soient réellement consultées. Elle vise en outre à améliorer l'accessibilité et les aménagements raisonnables, qui sont essentiels à la tenue de consultations véritables.

## **B. Processus mondiaux d'examen et forum politique de haut niveau pour le développement durable**

43. Les examens nationaux volontaires servent de fondement au processus de suivi et d'examen mené au niveau mondial par le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé chaque année sous les auspices du Conseil économique et social. Outre les examens nationaux volontaires, le forum examine également le rapport annuel sur l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable, cinq ou six objectifs à la fois, afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements et de promouvoir la cohérence et la coordination

<sup>23</sup> Voir <https://unsdg.un.org/sites/default/files/2022-06/UN%20Cooperation%20Framework%20Internal%20Guidance%20--%201%20June%202022.pdf> (en anglais).

<sup>24</sup> Voir [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/undis\\_sg\\_report\\_2022\\_french.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/undis_sg_report_2022_french.pdf).

<sup>25</sup> Voir [https://hlpf.un.org/sites/default/files/2023-12/2023\\_VNR\\_Synthesis\\_Report.pdf](https://hlpf.un.org/sites/default/files/2023-12/2023_VNR_Synthesis_Report.pdf) (en anglais).

<sup>26</sup> Voir <https://unsdg.un.org/fr/resources/un-dco-disability-inclusion-strategy-2022-2025>.

des politiques de développement durable à l'échelle du système. Le forum se termine avec un débat de haut niveau qui donne lieu à l'adoption d'une déclaration ministérielle négociée.

### **Participation par l'intermédiaire des grands groupes et d'autres parties prenantes**

44. Le forum politique de haut niveau est un mécanisme solide et institutionnalisé qui permet de faire participer les groupes d'intérêt qui sont au cœur du Programme 2030 par l'intermédiaire des « grands groupes et autres parties prenantes ». Les grands groupes et autres parties prenantes ont activement contribué et participé à l'élaboration et à l'adoption du Programme 2030, dont ils contribuent à l'application. Ils jouent par ailleurs un rôle actif dans le forum<sup>27</sup>.

45. Les grands groupes et autres parties prenantes sont invités à assister aux réunions officielles du forum et y intervenir, à présenter des contributions, à formuler des recommandations sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable et à organiser des manifestations parallèles. Les différents groupes sont auto-organisés et auto-coordonnés et ils ont la responsabilité d'assurer une participation efficace, diversifiée et équilibrée qui reflète la diversité des personnes qu'ils représentent. Cette structure institutionnelle visant à garantir la participation fait partie intégrante des mécanismes d'examen du Programme 2030 au niveau mondial. La difficulté est de faire en sorte que la participation soit véritable et accessible, et que les différents groupes et parties prenantes restent ouverts et reflètent la diversité de leurs membres sans qu'il y ait de sélection ni de filtrage.

46. Les personnes handicapées sont explicitement mentionnées parmi les grands groupes et autres parties prenantes<sup>28</sup>, et c'est le Groupe des parties prenantes des personnes handicapées qui gère leur participation aux différents processus<sup>29</sup>. L'International Disability Alliance dirige le Groupe avec l'appui de l'International Disability and Development Consortium. Les personnes handicapées, les organisations de personnes handicapées, les organisations non gouvernementales et les autres organisations qui défendent les droits des personnes handicapées peuvent toutes en faire partie, de même que les donateurs non gouvernementaux qui travaillent dans le domaine. Le Groupe adopte une approche fondée sur les droits humains pour garantir l'inclusion des personnes handicapées dans les démarches de développement durable tout en tenant compte de leur diversité, notamment en termes de type de handicap, de sexe, d'âge, de représentation régionale et d'autres facteurs<sup>30</sup>.

47. Le Groupe de parties prenantes des personnes handicapées a réussi à donner de la visibilité à l'enjeu des droits des personnes handicapées et à faire en sorte qu'on en parle dans le cadre de différentes activités organisées en marge du forum politique de haut niveau pour le développement durable. Chaque année, les personnes handicapées sont invitées à s'exprimer lors d'au moins une des réunions officielles du forum. Le Groupe présente officiellement des informations sur les objectifs de développement durable et les personnes handicapées qui sont compilées dans le cadre d'un processus de consultation mené avec ses membres et qui sont en lien avec les thèmes examinés lors du forum. Il plaide en outre en faveur de la promotion de l'inclusion du handicap dans la mise en œuvre du Programme 2030 ainsi que dans le cadre des groupes de travail thématiques qu'il a établis, par exemple sur les données relatives au handicap

<sup>27</sup> Voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale (par. 89) ; voir également la résolution 67/290.

<sup>28</sup> Voir la résolution 67/290 de l'Assemblée générale, par. 16.

<sup>29</sup> Voir [www.internationaldisabilityalliance.org/content/stakeholder-group-persons-disabilities](http://www.internationaldisabilityalliance.org/content/stakeholder-group-persons-disabilities) (en anglais).

<sup>30</sup> Voir à l'adresse suivante le document relatif aux attributions du Groupe de parties prenantes des personnes handicapées : [www.internationaldisabilityalliance.org/content/stakeholder-group-persons-disabilities](http://www.internationaldisabilityalliance.org/content/stakeholder-group-persons-disabilities) (en anglais).

ou la réduction des risques de catastrophe et l'action climatique. En collaboration avec l'ONU, il a également mené des activités de sensibilisation et d'information sur l'accès des personnes handicapées aux réunions du forum et formulé des recommandations à ce sujet<sup>31</sup>.

48. Peu après l'adoption du Programme 2030, les organisations qui dirigent le Groupe de parties prenantes des personnes handicapées ont publié un guide complet et une boîte à outils sur les objectifs de développement durable et les personnes handicapées pour que les liens entre les objectifs et la Convention soient mieux connus et mieux compris<sup>32</sup>. Elles ont également publié des observations et des rapports détaillés sur la participation du Groupe au forum politique de haut niveau, sur la manière dont les personnes handicapées ont été prises en compte et sur l'impact des activités entreprises. Ces ressources ont été moins fréquentes et moins complètes ces dernières années, mais elles restent une source d'information précieuse qui permet aux personnes handicapées et aux autres d'en savoir plus sur l'inclusion du handicap dans les processus mondiaux d'examen des objectifs de développement durable.

### **Processus préparatoires et forums régionaux pour le développement durable**

49. Le forum politique de haut niveau pour le développement durable s'appuie sur un cycle de préparatifs de fond, à savoir : les forums préparatoires régionaux organisés par les commissions économiques et sociales de l'ONU ; les réunions de groupes d'experts axées sur les objectifs de développement durable en cours d'examen ; les contributions officielles soumises par les différentes parties prenantes ; l'établissement des examens nationaux volontaires. Il est important qu'il soit tenu compte de la question des droits des personnes handicapées tout au long de ces préparatifs si l'on souhaite que ces personnes participent véritablement à l'examen et au suivi du Programme 2030 et soient consultées à cet égard.

50. Organisées par le système des Nations Unies, les réunions de groupe d'experts rassemblent diverses parties prenantes et divers experts qui sont chargés d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des différents objectifs de développement durable. L'objectif est de recenser les bonnes pratiques, les enseignements à retenir, les aspects particulièrement préoccupants, les difficultés rencontrées et les possibilités d'accélérer la mise en œuvre, ainsi que d'examiner les liens avec d'autres objectifs de développement durable. Des personnes handicapées et des spécialistes des droits des personnes handicapées ont participé à certaines réunions<sup>33</sup>. Il convient d'ailleurs de veiller à ce que ces personnes soient régulièrement représentées pour garantir l'intégration de la question du handicap dans l'examen des objectifs de développement durable et la réflexion sur les moyens d'aller de l'avant.

51. Les notes d'information établies en vue des sessions thématiques du forum donnent un aperçu limité des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable pour les personnes handicapées. Environ un tiers des notes d'information publiées sur les pages du forum entre 2017 (date à laquelle les examens thématiques des différents objectifs ont commencé) et 2023 font référence aux personnes handicapées. Plus de la moitié des références portent cependant sur les

<sup>31</sup> Voir [www.internationaldisabilityalliance.org/accessibility-sgpwd](http://www.internationaldisabilityalliance.org/accessibility-sgpwd) (en anglais).

<sup>32</sup> Voir [www.internationaldisabilityalliance.org/content/2030-agenda-crpd](http://www.internationaldisabilityalliance.org/content/2030-agenda-crpd) (en anglais).

<sup>33</sup> En juin 2020, Catalina Devandas, la précédente Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, a participé à une réunion virtuelle du groupe d'experts sur le thème « Responding to the economic shock, relaunching growth, sharing economic benefits and addressing developing countries' financing challenges » [Faire face au choc économique, relancer la croissance, partager les fruits du développement économique et surmonter les difficultés des pays en développement en matière de financement].



groupes vulnérables en général, et on y trouve très peu d'informations et de recommandations concernant spécifiquement le handicap.

52. Les forums annuels pour le développement durable organisés au niveau régional permettent d'évaluer les progrès accomplis et de mettre en commun les meilleures pratiques, les enseignements à retenir et les solutions stratégiques en lien avec la mise en œuvre du Programme 2030 tout en tenant compte des priorités et des spécificités régionales. Les cinq forums régionaux sont organisés par les commissions économiques et sociales régionales de l'ONU et visent à favoriser la participation et la consultation des représentantes et représentants de la société civile et des autres parties prenantes<sup>34</sup>.

53. Des mécanismes de mobilisation et des forums de la société civile ont été mis en place au niveau régional pour faciliter la contribution de la société civile aux forums régionaux pour le développement durable. Certains de ces mécanismes dirigés et coordonnés par la société civile comptent des personnes handicapées parmi les groupes qu'ils représentent<sup>35</sup>. Selon les régions, ces mécanismes sont plus ou moins connus et tiennent plus ou moins compte des personnes handicapées. Outre les occasions de mobilisation qu'ils font émerger au niveau sous-régional, ils offrent des possibilités sur le plan de la coordination et de la coopération entre les différents groupes d'intérêt et font donc ressortir les liens entre le handicap et d'autres questions intersectionnelles. On peut citer d'autres exemples positifs d'échanges et de plaidoyers régionaux entre groupes, notamment le forum de la jeunesse organisé en 2024 par des organisations de la société civile en prévision du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable. L'événement a permis aux jeunes handicapés de partager leurs points de vue et de parler des obstacles qu'ils rencontrent dans les processus de mise en œuvre, de suivi et de prise de décisions concernant les objectifs de développement durable avant la tenue du Forum à proprement parler<sup>36</sup>.

### **Manifestations de haut niveau et efforts visant à accélérer la réalisation du Programme 2030**

54. Tous les quatre ans, le forum politique de haut niveau se réunit sous les auspices de l'Assemblée générale, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, pour examiner de manière approfondie les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme 2030. Deux forums de ce type, que l'on a appelés « sommets sur les objectifs de développement durable », ont déjà eu lieu, l'un en 2019 et l'autre en 2023. Tous deux ont abouti à l'adoption d'une déclaration politique.

55. Le Sommet sur les objectifs de développement durable qui s'est tenu en 2019 a permis de réaffirmer la vision transformatrice du Programme 2030, de reconnaître la lenteur des progrès accomplis dans certains domaines et d'annoncer plus d'une centaine de mesures visant à accélérer la réalisation des objectifs. L'un des messages clés était que la réalisation des objectifs de développement durable devait passer par l'établissement de partenariats avec la société civile. Dans la déclaration politique, les États ont réaffirmé l'engagement de ne laisser personne de côté et de mettre l'accent sur les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées, dans leurs

<sup>34</sup> Voir résolution 70/1 de l'Assemblée générale, par. 80 ; voir également la résolution 67/290, par. 13.

<sup>35</sup> Voir, par exemple, le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de l'Asie et du Pacifique (<http://asiapacificrcem.org>) et le Mécanisme régional de mobilisation des organisations de la société civile de la Commission économique pour l'Europe (<http://ecce-rcem.org/>).

<sup>36</sup> Voir la contribution de l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women et de ses partenaires, la Blind Youth Association of Nepal et la Women with Disabilities Development Foundation.



politiques et leurs actions<sup>37</sup>. Le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023, qui s'est déroulé alors que le monde faisait face à des crises multiples et que les progrès observés étaient limités, a mis l'accent sur l'accélération de la réalisation des objectifs. La déclaration politique de 2023 contient davantage de références aux personnes handicapées. Les États s'y engagent notamment à faire en sorte que les personnes en situation de handicap participent activement aux efforts de développement durable et en bénéficient dans des conditions d'égalité<sup>38</sup>. Lors des forums, le Groupe des parties prenantes des personnes handicapées a plaidé en faveur d'une meilleure inclusion du handicap dans les déclarations adoptées.

56. Les participantes et participants aux deux sommets sur les objectifs de développement durable ont en outre cherché à promouvoir des mesures d'accélération pour réaliser le Programme 2030. Ces initiatives sont prises volontairement par les gouvernements et par d'autres acteurs non étatiques (individuellement ou en partenariat) pour accélérer la mise en œuvre des objectifs<sup>39</sup>. Elles visent à inspirer d'autres actions et à encourager la mobilisation dans le monde entier, l'idée étant de promouvoir la mise en œuvre des objectifs, de renforcer la résilience et de favoriser un relèvement inclusif après la pandémie de COVID-19. Au total, 442 mesures étaient répertoriées dans la base de données en ligne au moment de la rédaction du présent document, dont certaines étaient liées à l'engagement de ne pas laisser les personnes handicapées de côté<sup>40</sup>. Une étude récente a révélé qu'environ la moitié des mesures adoptaient une approche multipartite et ciblaient les groupes vulnérables qui sont laissés pour compte<sup>41</sup>. Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les personnes handicapées participent à ces actions (en tant qu'instigatrices, partenaires ou bénéficiaires), mais l'initiative offre d'autres possibilités en ce qui concerne la participation et l'inclusion de ces personnes dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030.

57. Les deux sommets sur les objectifs de développement durable ont été organisés immédiatement après les dialogues de haut niveau sur le financement du développement. L'idée était de veiller à ce que le financement soit à la hauteur des engagements relatifs aux objectifs et de faire progresser la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba, le cadre adopté par l'ONU pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre des objectifs. Le Programme d'action d'Addis-Abeba a établi le forum annuel sur le suivi du financement du développement, un processus de suivi qui sert de complément aux dialogues de haut niveau. Il réunit des représentants des gouvernements, de la société civile et des milieux d'affaires qui sont chargés d'examiner les difficultés rencontrées par le passé et de proposer des actions qui permettront à l'avenir de mobiliser des ressources et de les mettre au service de la réalisation des objectifs de développement durable.

58. Le Dialogue de haut niveau de 2023, qui avait pour thème « Financer les objectifs de développement durable pour un monde où personne n'est laissé de côté », a conclu qu'il était urgent d'agir rapidement pour combler le déficit de financement en augmentant les ressources publiques et privées affectées à la réalisation des objectifs et en concrétisant les engagements qui ont été pris. Il faut par ailleurs que des ressources suffisantes soient affectées à la mise en œuvre des engagements

<sup>37</sup> Voir résolution 74/4 de l'Assemblée générale.

<sup>38</sup> Voir résolution 78/1 de l'Assemblée générale.

<sup>39</sup> Voir <https://sdgs.un.org/partnerships/action-networks/acceleration-actions> (en anglais).

<sup>40</sup> Voir, par exemple, <https://sdgs.un.org/partnerships/inclusive-entrepreneurship-persons-disabilities-dr-congo> (en anglais) ; <https://sdgs.un.org/partnerships/social-inclusion-persons-disabilities-arab-region-accelerated-inclusion-millions> (en anglais) ; <https://sdgs.un.org/partnerships/disenio-e-implementacion-de-un-sistema-nacional-de-cuidados> (en espagnol).

<sup>41</sup> Voir <https://sdgs.un.org/sites/default/files/2024-02/Study%20on%20SDG%20Accelerators-%20Feb%207%202023.pdf> (en anglais).

politiques pour qu'ils deviennent réalité. Si aucun investissement n'est fait pour favoriser un développement international inclusif, les personnes handicapées, entre autres, ne pourront pas tirer parti des progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030 ni du programme de développement pour l'après-2030. Il est donc crucial de promouvoir la participation des personnes handicapées et leur inclusion dans le cadre du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement et des forums annuels.

59. Les États ont convenu d'organiser un Sommet pour l'avenir en septembre 2024. L'objectif est double : intensifier les efforts déployés pour respecter les engagements internationaux existants et prendre des mesures concrètes pour relever les nouveaux défis et exploiter les nouvelles possibilités. Le Sommet donnera lieu à un document final négocié qui sera intitulé « Un Pacte pour l'avenir », ainsi qu'à deux annexes : un pacte numérique mondial et une déclaration sur les générations futures. Le processus est dirigé par les États, mais d'autres parties prenantes, parmi lesquelles des représentantes et représentants des grands groupes et autres parties prenantes, ont été invitées à prendre part à différentes réunions préparatoires avant le Sommet et à soumettre des contributions concernant l'élaboration et la révision des documents finaux, ainsi qu'à participer à des consultations virtuelles connexes. Au moment de la rédaction du présent document, il était fait explicitement référence aux personnes handicapées dans le premier projet révisé du Pacte pour l'avenir, qui contenait par ailleurs d'autres termes relevant du langage inclusif. Cela constitue déjà une amélioration notable par rapport au texte de l'avant-projet, qui ne tenait absolument pas compte de ces personnes<sup>42</sup>.

60. Une Conférence des Nations Unies et de la société civile a en outre été organisée en mai 2024 avant le Sommet de l'avenir. Les textes issus de la conférence ont montré qu'il était globalement nécessaire de prendre davantage en compte les personnes handicapées dans ces processus internationaux et souligné l'absence de données solides ventilées par handicap et selon d'autres facteurs. On y mentionne également le fait que les conflits et les crises touchent de manière disproportionnée ces personnes et qu'il est donc important de veiller à les inclure et de tenir compte de leurs vulnérabilités particulières dans les interventions qui sont mises en place<sup>43</sup>.

61. En 2025, l'Assemblée générale a décidé que les Nations unies accueilleraient le Deuxième Sommet mondial pour le développement social, dont l'objectif serait de combler les lacunes et de réaffirmer les principes énoncés en 1995 dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, et de créer une dynamique propice à l'application du Programme 2030. Le Sommet offre une nouvelle occasion de placer les droits humains des personnes handicapées au premier plan des efforts de développement social et de veiller à ce qu'elles ne soient pas laissées pour compte.

#### **IV. Surmonter les obstacles et promouvoir une participation véritable**

62. Le Programme 2030 a ouvert de multiples possibilités qui ont permis d'accroître la participation et la consultation des personnes handicapées dans le cadre des mécanismes d'examen et de suivi aux niveaux national, régional et mondial. La participation véritable des personnes handicapées et des organisations qui les

<sup>42</sup> Les documents relatifs au Sommet peuvent être consultés à l'adresse suivante : [www.un.org/fr/summit-of-the-future](http://www.un.org/fr/summit-of-the-future).

<sup>43</sup> Voir [www.un.org/sites/un2.un.org/files/2024uncsc\\_impact\\_for\\_the\\_future\\_outcome\\_package.pdf](http://www.un.org/sites/un2.un.org/files/2024uncsc_impact_for_the_future_outcome_package.pdf) (en anglais).

représentent reste cependant entravée par les difficultés d'accès qu'elles rencontrent et le manque d'ouverture auquel elles se heurtent. On trouvera ci-dessous des mesures permettant de surmonter certains des obstacles recensés dans les contributions reçues dans le cadre du présent rapport.

## A. Améliorer l'accessibilité

63. L'accessibilité de l'information et des mécanismes de consultation doit encore être améliorée si l'on veut permettre aux personnes handicapées qui le souhaitent de participer aux processus d'examen et de suivi relatifs à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Trop souvent, les personnes handicapées ne sont pas au courant des actions qui sont menées au niveau national, régional ou international du fait de l'absence de plateformes spécialisées proposant des informations dans des formats accessibles et dans leurs langues locales<sup>44</sup>. Une bonne pratique à cet égard a été recensée en Argentine, où les informations relatives aux objectifs de développement durable sont mises à disposition dans différents formats sur le site Web du Gouvernement. On y trouve notamment des versions en langue simplifiée et des versions en langue des signes (vidéos)<sup>45</sup>.

64. Au niveau national, rares sont les réunions d'information et de consultation sur l'évaluation du Programme 2030 organisées à l'intention de la société civile qui sont accessibles, même lorsqu'elles sont convoquées et encouragées par les gouvernements ou par des coalitions de la société civile. Le sous-titrage activé à la demande et l'interprétation en langue des signes font généralement défaut dans les réunions organisées en ligne et en présentiel, et les fonds consacrés aux aménagements raisonnables ne suffisent pas à permettre la participation des personnes handicapées<sup>46</sup>. Ainsi, malgré l'existence de mécanismes de collaboration multipartite sur le développement durable, il n'est pas rare que les personnes handicapées et les organisations qui les représentent ne puissent pas accéder adéquatement aux consultations et à l'information et exprimer leurs points de vue et leurs préoccupations. Un exemple positif à cet égard concerne les consultations provinciales et les examens locaux volontaires réalisés au Zimbabwe, où les lieux de réunion et les horaires ont été déterminés de manière à faciliter l'accès des personnes handicapées<sup>47</sup>.

65. L'accessibilité reste également un défi au niveau international<sup>48</sup>. L'interprétation en langue des signes n'est pas toujours offerte ni disponible, même lorsqu'une demande est faite à cet effet au moment de l'inscription, ce qui limite la participation des personnes malentendantes. Cela a notamment été le cas lors de certaines consultations et réunions relatives au Sommet pour l'avenir, comme les consultations virtuelles menées auprès de la société civile, la réunion d'information virtuelle des parties prenantes relative à la déclaration sur les générations futures et l'édition 2024 de la Conférence des Nations Unies et de la société civile, qui s'est tenue à Nairobi<sup>49</sup>.

<sup>44</sup> Voir les contributions de l'International Disability Alliance, de l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women et de ses partenaires, la Blind Youth Association of Nepal et la Women with Disabilities Development Foundation, et du Fonds des Nations Unies pour la population.

<sup>45</sup> Voir la contribution de l'Argentine ; voir aussi [www.argentina.gob.ar/politicassociales/ods/accesibles](http://www.argentina.gob.ar/politicassociales/ods/accesibles) (en espagnol).

<sup>46</sup> Voir les contributions de l'International Disability Alliance et de l'IPAS.

<sup>47</sup> Voir la contribution de Sightsavers.

<sup>48</sup> Voir les contributions de l'IPAS et de la Fédération mondiale des sourds.

<sup>49</sup> Voir la contribution de la Fédération mondiale des sourds.

66. Vu le manque de financement auquel ont accès les organisations qui représentent les personnes handicapées, il est aussi difficile pour elles de participer aux débats qui ont lieu à New York, où se déroulent typiquement les manifestations en lien avec le suivi et l'examen du Programme 2030 au niveau mondial. Il faut par ailleurs tenir compte du fait que les personnes qui représentent ces organisations peuvent avoir des besoins d'accompagnement particuliers. De nombreuses organisations locales ne peuvent donc pas participer véritablement aux discussions qui se déroulent sur la scène internationale<sup>50</sup>.

## **B. Renforcer les capacités des organisations de personnes handicapées**

67. Les mécanismes d'examen et de suivi des objectifs de développement durable qui existent aux niveaux national, régional et international forment un système complexe qui offre des possibilités lorsqu'il s'agit de faire entendre les voix des personnes handicapées, mais qui exige également qu'on lui affecte des capacités et des ressources. Le caractère limité des activités de renforcement des capacités et le manque de ressources, notamment l'absence d'informations sur la manière de participer aux processus et aux examens relatifs aux objectifs de développement durable, ont été identifiés dans de nombreuses contributions comme un obstacle majeur à la participation. Dans le cadre de l'obligation énoncée dans la Convention de consulter étroitement et d'associer activement les personnes handicapées, les États parties devraient renforcer la capacité des organisations de personnes handicapées de participer à toutes les phases de l'élaboration de politiques, y compris les mécanismes d'examen et de suivi, et fournir des financements indépendants et d'autres sources de soutien<sup>51</sup>.

68. Les informations communiquées à la Rapporteuse spéciale montrent que, dans certains pays, la participation véritable à l'établissement des rapports et à l'examen de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dépend de l'appui des partenaires de développement<sup>52</sup>. Quelques bonnes pratiques ont été mises en évidence en matière de renforcement des capacités. En particulier, le programme de renforcement des capacités BRIDGE CRPD-SDG de l'International Disability Alliance et de l'International Disability and Development Consortium a permis d'offrir à plus de 1 700 organisations de personnes handicapées de différentes régions du monde une formation sur l'application de la Convention et sur les liens qu'elle entretient avec le Programme 2030. Cette initiative a eu un impact significatif sur la participation des organisations de personnes handicapées à l'établissement de rapports et à l'examen de l'application de la Convention et de la réalisation des objectifs de développement durable dans le monde entier, y compris au niveau régional<sup>53</sup>.

69. La coopération nationale au service du développement peut également être utilisée pour fournir un appui technique et financier et ainsi renforcer les capacités en matière de défense des droits des personnes handicapées dans les processus nationaux et internationaux<sup>54</sup>.

<sup>50</sup> Voir les contributions de l'European Network on Independent Living et de l'IPAS.

<sup>51</sup> Observation générale n° 7 (2018) sur la participation des personnes handicapées, y compris des enfants handicapés, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, à la mise en œuvre de la Convention et au suivi de son application, par. 39 et 60 à 64.

<sup>52</sup> Voir les contributions de Sightsavers et de Light for the World.

<sup>53</sup> Voir la contribution de l'International Disability Alliance.

<sup>54</sup> Voir la contribution de l'Allemagne.

### **C. Tenir compte de la diversité des handicaps et des perspectives intersectionnelles**

70. La participation véritable est aussi entravée par le manque d'inclusion des groupes les plus marginalisés parmi les personnes handicapées, en particulier ceux qui présentent des facteurs intersectionnels et qui se heurtent à des obstacles comportementaux, sociaux et économiques plus importants, comme les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les populations autochtones ou les personnes vivant dans des zones rurales. Cette situation fait qu'il n'est pas tenu compte des voix et du vécu des personnes les plus défavorisées dans les rapports et les examens relatifs à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Il est important de tenir compte de la diversité des handicaps, car les personnes handicapées ayant des besoins d'assistance importants ont généralement moins de chances de participer<sup>55</sup>.

71. Dans certaines contributions, il a été souligné que la participation aux consultations et aux processus d'examen était généralement ouverte aux organisations de personnes handicapées bien établies et connues et qu'il y avait donc un manque de diversité dans la représentation. La participation véritable suppose de garantir la pluralité des points de vue sur le handicap, et des efforts supplémentaires doivent être faits pour associer les organisations locales et les militants aux mécanismes d'examen et de suivi.

72. Les entités des Nations Unies ont aidé les organisations et les réseaux de personnes handicapées au niveau national à renforcer leurs capacités. Elles ont accordé la priorité aux groupes qui doivent faire face à des formes multiples de discrimination, comme les femmes handicapées. À titre d'exemple, le Fonds des Nations Unies pour la population appuie le renforcement des capacités des femmes handicapées à défendre leurs droits et à participer aux processus de suivi et d'examen de la mise en œuvre du Programme 2030 dans plusieurs pays<sup>56</sup>. Il existe également de bonnes pratiques en ce qui concerne les programmes et les initiatives de l'ONU visant à promouvoir la participation véritable des jeunes handicapés dans la prise de décisions, par exemple au Kirghizistan, où l'équipe de pays des Nations Unies a mis en place un conseil consultatif de la jeunesse qui tient compte des questions de handicap et qui est chargé de donner des conseils sur les besoins et les préoccupations liées à la réalisation du Programme 2030 et la participation à sa mise en œuvre<sup>57</sup>.

### **D. Produire des données ventilées par handicap**

73. Le caractère limité des données ventilées par handicap est systématiquement désigné comme un obstacle majeur qui empêche de mieux faire connaître les réalités vécues par les personnes handicapées et d'en tenir compte dans les examens et les mécanismes de suivi du Programme 2030. Il a été indiqué dans plusieurs contributions que les données nationales relatives aux progrès obtenus dans la réalisation des objectifs de développement durable n'étaient pas ventilées par handicap, même si, dans certains cas, il est prévu de le faire à l'avenir. Le manque de données complique considérablement le suivi des progrès et l'élaboration des politiques et des programmes fondés sur des données probantes qui permettraient d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable pour les personnes handicapées.

74. À titre d'exemple, les rapports annuels sur les objectifs de développement durable ne contiennent que peu d'informations sur la situation des personnes

<sup>55</sup> Voir la contribution du Fonds des Nations Unies pour la population.

<sup>56</sup> Ibid.

<sup>57</sup> Voir [www.un.org/youthenvoy/believe-in-better-from-policy-to-practice](http://www.un.org/youthenvoy/believe-in-better-from-policy-to-practice), chap. 5 (en anglais).

handicapées au regard des différents objectifs de développement durable. Il s'agit du seul rapport officiel de l'ONU qui assure un suivi des progrès réalisés au niveau mondial dans la mise en œuvre du Programme 2030 en s'appuyant sur les dernières données et estimations disponibles. En 2022, des données n'étaient disponibles que pour 2 des 10 indicateurs des objectifs de développement durable qui nécessitent une ventilation par situation de handicap<sup>58</sup>, même si l'amélioration de la ventilation par handicap figure parmi les besoins les plus urgents recensés par les pays en ce qui concerne les capacités en matière de statistiques.

75. Un nombre croissant de pays recueillent des données sur les personnes handicapées et utilisent le bref questionnaire recommandé du Groupe de Washington sur les situations de handicap, ce qui fait que les données ventilées par handicap sont plus facilement accessibles. Toutefois, les progrès enregistrés en matière de données ventilées par indicateur relatif aux objectifs de développement durable sont lents. Au rythme actuel, des données auront été recueillies pour moins de 5 des 10 indicateurs exigeant explicitement la ventilation du handicap d'ici à 2030<sup>59</sup>. Il faut donc redoubler d'efforts pour que des données ventilées par handicap soient collectées régulièrement et selon une méthode harmonisée commune aux différents pays.

## V. Conclusions et recommandations

76. La participation véritable et l'inclusion des personnes handicapées dans le cadre des processus d'examen et de suivi du Programme de développement durable à l'horizon 2030 constituent à la fois une obligation en matière de droits humains qu'impose le droit international et un outil clé pour intégrer la question des droits des personnes handicapées dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. L'engagement de ne laisser personne de côté ainsi que la collaboration avec les principales parties prenantes font partie intégrante du Programme 2030. En ce qui concerne la participation et l'inclusion des personnes handicapées, cela signifie deux choses que l'on décrira ci-après.

77. Premièrement, les objectifs et les indicateurs propres au handicap qui figurent dans le Programme 2030 ont permis de mieux faire connaître ces questions et d'inclure davantage de renseignements à ce sujet dans les rapports et les examens réalisés aux niveaux international, régional et national. Les rapports et les consultations tenant compte du handicap semblent se concentrer principalement sur des questions sociales sectorielles, comme la protection sociale, l'emploi, l'éducation, les soins de santé, l'accessibilité des infrastructures physiques et les cadres de lutte contre la discrimination. Ces questions sont cruciales, certes, mais, pour garantir la participation véritable des personnes handicapées, il faut qu'elles soient consultées sur toutes les questions qui affectent leur vie et qu'elles soient donc systématiquement associées aux processus d'examen et de suivi de l'ensemble des objectifs de développement durable.

78. Par rapport aux programmes de développement antérieurs, le Programme 2030 offre aux personnes handicapées davantage d'occasions de partager leurs points de vue, leurs expériences et leurs préoccupations et d'avoir voix au chapitre, mais cela ne se traduit pas automatiquement par l'intégration et la prise en compte véritable des personnes handicapées et de leurs droits humains

<sup>58</sup> Voir [https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2022\\_French.pdf](https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2022_French.pdf).

<sup>59</sup> Voir <https://social.desa.un.org/publications/un-flagship-report-on-disability-and-development-2024> (en anglais).

dans les documents finaux, les politiques et les stratégies. Pour que les droits des personnes handicapées continuent d'être pris en considération, les résolutions et les accords en matière de coopération internationale qui seront adoptés à l'avenir devraient s'appuyer sur des mécanismes de consultation efficaces et contenir des références concrètes et pratiques aux personnes handicapées qui permettent de lutter contre les inégalités et l'exclusion persistantes. Si on omet de le faire, la réalisation de la transformation envisagée dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées risque de connaître des revers. Cela est d'autant plus important que la mise en œuvre des objectifs de développement durable est très mal engagée et que les personnes handicapées sont laissées pour compte.

79. Deuxièmement, il existe une multitude de points d'entrée qui permettent aux personnes handicapées et aux organisations de participer à la mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux international, régional et national. Or l'existence de ces multiples points d'entrée ne garantit pas nécessairement la participation véritable de ces personnes et de ces organisations. De nombreux obstacles continuent en effet d'entraver leur mobilisation, notamment l'accès limité aux consultations et aux informations sur les objectifs de développement durable, l'insuffisance des capacités et des ressources, le manque de diversité dans la représentation du handicap et la lenteur des progrès en ce qui concerne l'obtention des données ventilées par handicap que l'on pourrait utiliser pour élaborer efficacement des examens et des actions connexes visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030. Le présent rapport met en lumière des exemples positifs de mesures qui permettent de favoriser une participation véritable, mais des actions et des investissements plus systématiques sont nécessaires pour garantir que les voix des personnes handicapées sont entendues et prises en considération.

80. La Rapporteuse spéciale recommande aux États de mettre en œuvre les mesures suivantes pour garantir l'inclusion et la participation véritable des personnes handicapées dans le cadre des processus de suivi et d'examen du Programme 2030 :

a) Mettre en place des outils accessibles et inclusifs, dont des plateformes numériques, pour informer le public et le sensibiliser aux politiques et actions mises en œuvre au niveau national pour réaliser le Programme 2030 et aux processus de consultation et d'examen connexes, comme les examens nationaux volontaires ;

b) Établir des mécanismes consultatifs ouverts, inclusifs, transparents et accessibles concernant les processus nationaux et infranationaux d'examen et de suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, et veiller à faire participer tous les groupes qui risquent d'être laissés pour compte. Dans ce cas, les personnes handicapées devraient être identifiées de manière spécifique au lieu d'utiliser des termes généraux comme « groupes vulnérables », qui nuisent à l'intégration des questions propres au handicap. Il s'agit aussi de prévoir des fonds pour les mesures d'aménagement raisonnable de façon à pouvoir appuyer comme il se doit la participation des personnes ayant des handicaps divers et présentant d'autres facteurs intersectionnels ;

c) Veiller à ce que les mesures d'accessibilité prennent en compte tous les types de handicaps et à ce qu'elles soient conformes aux normes internationales d'accessibilité au Web comme les Règles pour l'accessibilité des contenus Web<sup>60</sup> ;

<sup>60</sup> Voir [www.w3.org/TR/WCAG21/](http://www.w3.org/TR/WCAG21/) (en anglais).



d) Inclure dans les examens nationaux volontaires des informations sur la manière dont les différentes parties prenantes, en particulier les personnes handicapées, ont été consultées, et intégrer leurs observations et recommandations, par exemple sous forme d'annexes. Décrire l'incidence des politiques et des mesures prises pour atteindre les objectifs de développement durable pour les personnes handicapées ;

e) Veiller à ce que les personnes handicapées soient représentées dans tous les organes chargés d'assurer le suivi et l'examen de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, comme les conseils du développement durable, les comités consultatifs et les comités de suivi ;

f) Affecter des fonds indépendants à l'accroissement et au renforcement des capacités des organisations de personnes handicapées lorsqu'il s'agit de contribuer et de participer aux processus d'examen et de suivi des objectifs à tous les niveaux, en particulier les organisations locales et celles qui représentent les personnes qui risquent le plus d'être marginalisées ;

g) Favoriser la mise à disposition d'appareils et de technologies d'assistance, ainsi que l'inclusion numérique, afin de faciliter la participation des personnes handicapées aux processus d'examen du Programme 2030 et aux discussions sur le programme pour l'après-2030 à tous les niveaux géographiques ;

h) Renforcer les capacités en matière de production, de compilation et d'analyse des données ventilées par handicap, conformément au bref questionnaire du Groupe de Washington sur les situations de handicap, notamment en examinant et en mettant à jour les indicateurs nationaux correspondant aux cibles associées aux objectifs de développement durable qui mentionnent explicitement les personnes handicapées, en vue de rendre inclusifs sur le plan du handicap tous les indicateurs relatifs aux objectifs ;

i) Favoriser les partenariats entre les États, les organisations internationales et les organisations de personnes handicapées afin de tirer parti de leur expertise et de leurs ressources pour réaliser les objectifs en tenant compte de la question du handicap ;

j) Veiller à ce que la société civile, les personnes handicapées ainsi que d'autres groupes risquant d'être laissés pour compte soient véritablement et systématiquement consultés et que leurs avis soient dûment pris en compte lors des négociations concernant les résolutions et des documents finaux en lien avec le développement durable.

81. La Rapporteuse spéciale recommande au système des Nations Unies de prendre les mesures suivantes :

a) Accélérer les efforts visant à mettre en œuvre la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, en particulier au sein des équipes de pays des Nations Unies, en mettant l'accent sur des consultations accrues et systématiques avec les organisations de personnes handicapées, y compris dans les processus liés à l'établissement et à l'examen des analyses communes de pays et des plans-cadres de coopération ;

b) Intensifier les efforts visant à garantir que l'ensemble des mécanismes de consultation relatifs aux objectifs de développement durable et au développement durable tiennent compte des personnes handicapées et leur soient accessibles. On peut notamment offrir la possibilité de participer à ces consultations en ligne pour favoriser l'inclusion de voix diverses, comme celles

des femmes et des filles, des jeunes, des personnes âgées et d'autres groupes défavorisés de personnes handicapées ;

c) Veiller à ce que les personnes handicapées participent aux réunions et aux études thématiques sur la mise en œuvre de l'ensemble des objectifs, comme les réunions de groupes d'experts, les ateliers et les autres processus préparatoires du forum politique de haut niveau pour le développement durable ;

d) Consacrer des débats à l'examen des progrès réalisés en faveur des personnes handicapées dans la mise en œuvre du Programme 2030 lors des forums régionaux pour le développement durable et veiller à faire participer ces personnes aux discussions, et garantir les dispositions nécessaires à leur participation véritable, y compris par des mesures d'accessibilité.

82. La Rapporteuse spéciale recommande aux fondations et aux donateurs internationaux, nationaux et privés d'appuyer les initiatives visant à renforcer les capacités des organisations de personnes handicapées afin qu'elles puissent participer efficacement aux processus d'examen et de suivi du Programme 2030 à tous les niveaux. Il peut s'agir de formations sur le plaidoyer, le respect de la Convention, l'analyse des politiques, l'interprétation des données, la budgétisation inclusive ou les méthodes de suivi et d'évaluation.

---